

À propos de « iconoclastes » et perspectives africaines sur la démocratie : commentaire sur les points de vue de J. Ibrahim*

Dans le contexte des critiques de Jibrin Ibrahim dirigées contre les « iconoclastes », on peut facilement rétorquer que le contraire de « iconoclaste » est « néophyte » (du mot grec, *neuphotos*, qui signifie nouvellement planté). À la réflexion, « nouvel initié » ou « novice », les charges émotives que véhiculent ces deux termes n'honorent personne. Par conséquent, pourquoi évoquer ces choses terribles, ces passions humaines – le vert, le jaune et le rouge ? Pourquoi ne pas s'en tenir à l'essence – le noir et le blanc. Ainsi, nous pouvons dire clairement s'il s'agit de funérailles ou de mariage, d'un requiem pour les « iconoclastes » ou d'une ouverture pour les « néophytes ».

Les critiques de Jibrin Ibrahim contre ceux qu'il appelle « iconoclastes » ne sauraient être clarifiées ou validées, car elles violent toutes les règles de discours intellectuels. Premièrement, nulle part dans sa diatribe il ne définit ses termes. Deuxièmement, au lieu de textes bien étudiés, il utilise des phrases abstraites sans suite.

Archie Mafeje,
University of Cairo

Troisièmement, il affiche un mépris souverain des faits historiques et empiriques. Quatrièmement, et c'est là le plus déconcertant, il n'a, pour tout argument, qu'un chapelet de griefs purement subjectifs. Cinquièmement, et hélas, il semble oublier les dangers de montrer quelqu'un du doigt, ou accusations *ad hominem*. Le fait qu'ils ne se soient pas transformés en chantages du libéralisme, n'autorise pas d'accuser ceux que Ibrahim a choisi d'appeler « iconoclastes », d'avoir passé trop peu de temps à apprendre ou à pratiquer (dans ce cas à lutter pour) la démocratie. On n'a pas besoin d'être un biographe ictérique, un nihiliste sur le plan théorique, ou un anarchiste sur le plan épistémologique, pour être un casseur d'images (*eikonoklastes* en grec). Cela fausse tout le sens du discours intellectuel et milite

contre le développement d'une communauté intellectuelle. Par conséquent, sans minimiser la préoccupation légitime de Ibrahim et le fait qu'il soit déçu par les grands chercheurs africains, il appartient à tout un chacun de jouer le jeu selon les règles.

À propos du libéralisme et de la démocratie libérale

Jibrin Ibrahim a tout simplement omis de définir ces deux termes. Par rapport à la « démocratie libérale », il s'est contenté d'une vague allusion à « l'attachement des peuples à leurs droits civiques et politiques, en tant qu'individus ». À noter que dans sa formulation, le passage de noms et pronoms collectifs aux individus, est déroutant. Sociologiquement, à quel moment une action politique collective devient-elle la propriété sociale d'individus, et comme telle, défendable par ces derniers ?

À l'opposé de l'idéologie libérale, ce qu'on désigne par liberté individuelle ou droits civiques n'est pas le fait d'exploiter

individuels, mais plutôt de luttes sociales. Dans le cas de l'Europe féodale, il s'agissait de libérer des classes entières soit de la servitude, soit de la subordination politique. Il est évident que pour libérer les peuples de la servitude ou de l'oppression généralisée, la reconnaissance de l'individu a une grande valeur intrinsèque et stratégique. Cependant, cela ne diminue en rien le fait que la libération sociale, quelle qu'elle soit, participe d'une responsabilité collective.

C'est là une question qui a tourmenté la philosophie et la pensée sociales bourgeoises européennes jusqu'au premier quart de ce siècle. L'individualisme bourgeois s'est appuyé, tant pour sa protection que pour sa réalisation, sur l'action collective. Cette ironie de l'histoire n'a pas échappé à l'attention d'individualistes aussi célèbres que Auguste Comte (1798-1857) et Herbert Spencer (1820-1903) qui prônaient la politique de laissez-faire. Leur problème à eux était de voir comment concilier la liberté individuelle avec l'impératif de l'organisation sociale. Considérant cette dernière comme un mal nécessaire, ils ont résolu le problème en établissant une distinction nette entre l'« État » et la « société civile ». Dans ce contexte, l'État est perçu comme voulant imposer sa volonté aux individus et on a pu penser que les individus pouvaient se soustraire à cette imposition, en exigeant une existence indépendante en dehors de l'État. C'est ainsi que la « société civile » en est venue à symboliser une communauté de citoyens privés qui, en vertu de leur existence collective et de leur vigilance politique, garantit la liberté individuelle. Naturellement, cela est en partie illusoire pour deux raisons majeures.

Premièrement, comme on le sait, la société civile tire sa force de l'organisation. Deuxièmement, tant que la société civile est organisée en différents groupes sociaux avec des intérêts, elle est ouverte à la conquête sociale du pouvoir. Ainsi, la nécessité de l'organisation sociale ainsi, que l'impératif auto-imposé de protection des intérêts communs dans la pratique, rend absurde « l'individu » abstrait des théoriciens du « laissez-faire ». Sans engagement collectif, il n'est pas possible de défendre les individus. L'importance de cette assertion ne devient apparente que si on est en mesure d'opérer un choix dans notre esprit entre l'individu en tant que sujet ou objet de la liberté. Les penseurs bourgeois se contredisent sur cette

question, car même s'ils insistent sur l'individualisme et traitent l'État avec beaucoup de suspicion, ils soutiennent que l'État a non seulement le droit de garantir les droits civiques, mais également le devoir de les défendre. Mais l'État n'aurait pas pu garantir tout cela, sans se réserver le droit de gouverner avec une autorité supérieure, individus ou même groupes d'individus, tel que le prévoit cette même constitution qui le lie aux citoyens.

Second point majeur, l'opposition entre « l'État » et la « société civile » fait partie de la mystification bourgeoisie, parce qu'elle n'identifie pas l'État selon ses origines et son caractère social. Il n'existe pas « société civile » qui forme un tout homogène. Une frange de la « société civile » rend compte des origines et caractère social de l'État et cette frange est organisée pour garantir la reproduction sociale de l'État. Ainsi, les gouvernements « petits bourgeois »/ « néocoloniaux, comme on a coutume de les appeler, ne se sont pas auto-crées. Au contraire, ils traduisent les intérêts sociaux de l'élite africaine naissante. Au plan sociologique, ils sont constitués par l'élite instruite. Les politiciens, les grands bureaucrates, les agriculteurs, et les hommes d'affaires composés essentiellement de marchands parasites.

Nonobstant la négation des libertés civiles et la violation fréquentes des droits humains en Afrique, ces éléments jurent par la démocratie bourgeoise, et dans la plupart des cas, celle-ci apparaît clairement dans leurs constitutions nationales. Ils sont si endoctrinés dans l'idéologie bourgeoise et dans leur propre infériorité qu'ils sont dévorés par un grand désir de respectabilité bourgeoise. Comme si cela ne suffisait pas, ils invoquent par opportunisme, les valeurs africaines « traditionnelles », pour justifier l'État à parti unique et les présidences à vie en Afrique. Ils savent que, objectivement, ils n'ont pas les moyens de la démocratie bourgeoise, et ils ne peuvent, au mieux, que prétendre. Le résultat : il n'y a ni principes directeurs, ni authenticité dans la gestion des affaires nationales. Dans ces conditions, c'est la route ouverte à l'arbitraire et à l'utilisation personnalisée du pouvoir de la part des dirigeants. Et ainsi, ce qui aurait dû être des dirigeants. Et ainsi, ce qui aurait dû être des fonctions objectives de l'État, même réactionnaire, devient secondaire. Contrairement à la conviction profonde de Ibrahim, ne se trouve, nulle

part dans le monde, dans le retour à la démocratie libérale. C'est, en effet, une forclusion qui sied à un « iconoclaste ». Cependant, il faut ajouter qu'elle ne procède pas du dogmatisme mais d'une lecture plus qu'accidentelle de l'évolution de la démocratie bourgeoise.

Philosophiquement parlant, la Première guerre mondiale a marqué la fin de la « démocratie libérale », en tant que principale idéologie bourgeoise. Différents problèmes s'étaient posés. Premièrement, il y avait la question de savoir si la « démocratie bourgeoise » était réalisable dans les pays anciennement colonisés dominés par l'impérialisme. Cette question avait été soulevée par les idéalistes socialistes, au lendemain de la révolution russe. Leur préoccupation n'était pas la répudiation des libertés civiles, comme celles acquises dans le contexte de la démocratie libérale, mais plutôt la démocratie socialiste qui était perçue comme un refus de domination et d'exploitation par une classe. Certes, cela a fini par être associé à la révolution « prolétarienne » et au « socialisme » international chez les marxistes ou membres de la Troisième Internationale, mais la critique de la démocratie libérale elle-même ne se limite pas à ces derniers. L'ampleur de cette critique dans les pays capitalistes est à peine reconnue par leurs historiens. La montée en puissance des partis travaillistes ou socio-démocrates dans différents endroits d'Europe occidentale ainsi que l'incapacité des partis libéraux à mobiliser le soutien des populations dans l'entre-deux guerres et après la Seconde guerre mondiale, montrent très clairement les insuffisances de la démocratie libérale. Ce n'est pas au niveau des droits civiques que résident ces insuffisances, mais de la répartition du pouvoir et de la richesse. C'est là la question, qu'elle se pose au sein ou en dehors des sociétés capitalistes.

Sous ce rapport, il convient de se rappeler que l'acte d'accusation sociale ne porte pas sur le bien qu'on donne mais sur le bien qu'on voit mais auquel on n'a pas droit. Par conséquent, il est absurde de penser qu'une critique de la démocratie libérale est nécessairement une négation de la valeur des droits introduits par la démocratie libérale dans ses beaux jours. Donc, toute revendication démocratique à l'heure actuelle, devrait être le bien perçu qui est refusé par les systèmes sociaux existants. Si, par exemple, la démocratie libérale est offerte comme un morceau de

pain trempé aux « masses » africaines, n'appartient-il pas aux intellectuels africains de montrer en quoi cela est historiquement dolosif ? C'est peut être une surprise pour Ibrahim de savoir que les « iconoclastes » africaines n'avaient pas besoin de « démolir » la démocratie libérale, parce que cela a déjà été fait par les sociétés qui l'ont inventée.

Premièrement, c'était les électeurs européens qui ont voté contre les partis libéraux au lendemain de la Première guerre mondiale. Il ne s'agissait pas de revirement idéologique, mais d'une perception bien fondée du bien qui n'était pas délivré. Il a fallu la première attaque de la « Grande Crise » de 1929-1933 pour s'en rendre parfaitement compte. L'individualisme libéral, pas plus que les théories du « laissez-faire », ne saurait être une source de consolation aux multitudes de chômeurs et d'individus affamés. Le modèle libéral, s'était effondré avec ses à priori. Dès lors, la voie était balisée pour la révolution keynésienne en économie. Dans la gestion des économies nationales, « la main invisible de Adam Smith » était délestée en faveur de celle visible de l'État. Pour des raisons de convenance politique, l'intervention de l'État dans l'affectation de la main-d'œuvre et des ressources, et dans la redistribution de la valeur sous forme de services sociaux gratuits, est appelée « planification indicative ». En fait, c'était là des signaux de la montée de l'État-Providence dont les soubassements idéologiques étaient différents de ceux de l'individualisme libéral ou du « laissez-faire ». Les gouvernements de l'époque étaient appelés à intervenir en vue de stimuler la croissance économique, créer des emplois et garantir les moyens d'existence des chômeurs ou des personnes inaptes à travailler. C'est précisément l'objet de la campagne que menaient les socio-démocrates depuis la fin du XIXe siècle.

Dans ces conditions, le seul crime qu'auraient pu commettre les « iconoclastes » africains, c'est de trouver tout cela normal, et pour des raisons historiques valables, de demander plus. C'est le « plus » qui est intéressant sur le plan théorique et politique, car cela ne va pas de soi. Il fait l'objet de controverses qui méritent d'être étudiées, surtout par rapport à la question de savoir si les pays africains et autres pays du tiers-monde, peuvent espérer reproduire l'expérience socio-historique de l'occident. Tant qu'on n'aura pas pris en charge cette question fondamentale, on se heurtera

toujours aux arguments éculés du genre « faute de grives, on mange des merles ». Ce ne sont pas là des arguments, mais des apologétiques surannées qui sonnent le glas du libéralisme – la tendance à être charitable en désespoir de cause. Ibrahim confond « libéralisme » et démocratie libérale », mais ces deux termes, finalement ne veulent pas du tout dire la même chose. Le « libéralisme » est devenu une expression de dégoût dans les débats intellectuels et politiques parce que, à la place de solutions, il propose des excuses. Témoin, le mépris dans lequel les Américains démocrates tiennent « les libéraux » depuis la tentative malheureuse du Président Truman de retarder la pendule après la Seconde guerre mondiale. Pourtant, sur le plan national, les Américains sont disposés à détruire la moitié de l'humanité pour défendre « la démocratie libérale ». Ayant publiquement renoncé à la sociale démocratie sur leur continent, les Européens sont également prêts à battre les tambours de guerre, mais ils manquent suffisamment de cran pour le faire eux-mêmes. Dans ces conditions, pourquoi un « iconoclaste » africain qui se respecte devrait-il trouver des excuses à un tel cynisme ou s'engager dans une parodie irréfléchie de la « démocratie libérale » ?

À propos de la démocratie « libérale » et « socialiste »

Sur cette question précisément, on peut traiter Jibrin Ibrahim d'esprit confus et l'accuser d'ignorance notoire de l'historiographie. Au plan métaphorique, quoique peu élégant, on peut dire que les « démocraties libérales ont donné la sociale démocratie. Mais sur le plan historique et analytique, cette assertion passe sous silence le fait que c'était ceux-là qui protestaient contre les négligences de la démocratie libérale, notamment les travailleurs et leurs alliés socialistes/marxistes, qui ont joué un rôle particulièrement important dans l'évolution de la sociale démocratie au sein de la société bourgeoise. Deuxièmement, si on utilise « démocraties libérales » comme métaphore pour désigner la société bourgeoise, alors il faut reconnaître que, historiquement, celle-ci a produit un certain nombre de choses telles que le fascisme, les dictatures, les socialistes, les marxistes, les colonialistes, les racistes et les impérialistes. Pour éviter de qualifier Ibrahim de néophyte qui voit les choses en rose, on peut supposer qu'il sait toutes ces choses, mais que, idéologiquement, ce qui l'inté-

resse c'est de clamer les vertus de la démocratie libérale et de fustiger les iniquités du « socialisme » ou des doctrines marxistes. Moment ne pouvait être plus favorable pour ce type d'exercice. Cependant, l'histoire ne commence pas plus qu'il ne finit pas avec la grandeur ou la décadence des sociétés dites socialistes de l'Europe de l'Est.

Il y a quelque chose de très dégradant à affirmer que les « iconoclastes » africains devraient célébrer « la démocratie libérale » simplement parce que les régimes « socialistes » n'ont rien fait d'autre que de dégénérer en dictatures. En l'occurrence, qu'est-ce qu'ils ont d'africain ? Leur prétendu marxisme universitaire, peut-être ? Naturellement, l'effondrement des sociétés de l'Europe de l'Est a des implications théoriques pour les socialistes/marxistes, mais il n'évacue pas les problèmes qui sont inhérents à la société capitaliste. La question concernant l'opposition entre « démocratie libérale » et « social-démocratie », portait sur la répartition du produit social et du pouvoir politique entre classes dans les sociétés capitalistes. Qu'on l'appelle « socialisme » ou « social-démocratie », n'a aucune importance. Ce qui est important, c'est le constat que la « démocratie libérale » n'a pas pris en charge cette question et est, par conséquent, dépassée par les programmes qui l'on faite. Partout les lignes de bataille sont clairement tracées entre la droite, qui est fondamentalement pour la concentration de la richesse et du pouvoir et, pour cette raison, prête à démanteler l'État-Providence et à se passer de la justice distributive, et la gauche qui est entièrement pour la redistribution de la richesse et du pouvoir au profit des classes défavorisées. La gauche ayant souffert de la défaite et de la perte de crédibilité depuis les changements en Europe de l'Est, éprouve des difficultés à formuler un nouveau programme et à mettre au point des stratégies en vue de sa mise en œuvre. Dans le même temps, il est évident que le refuge dans le libéralisme au moment où ce dernier est dépassé par les événements, est sans effet, malgré les illusions de Ibrahim. Ce qu'il faut, c'est une pensée novatrice et critique.

Les déclarations des chercheurs africains, comme celles des autres, pourraient être avantageusement revues, à la lumière des perspectives historiques en pleine mutation. Ainsi, en rejetant le libéralisme et les manquements de la démocratie libérale comme on en a connu en Europe, les « ico-

noclastes » africains ne risquent pas de naviguer en eaux troubles. Par ailleurs, en préconisant la social-démocratie ainsi que le pluralisme démocratique, ils sont sur un terrain sûr, puisque c'est devenu en fait un problème universel en raison notamment de l'effondrement des sociétés dites socialistes en Europe de l'Est. Ils ont permis de réintroduire la question de la social-démocratie dans l'Europe « unie », ce qui à débouché, comme on s'y attendait, sur la montée de fascisme en Europe occidentale, le centre de la richesse et du privilège. Le problème soulevé par Mahmood Mamdani concernant les droits des citoyens et des « non-citoyens » pourrait bien s'appliquer ici. Ce problème n'est pas nécessairement imputable à la démocratie libérale, mais plutôt à la conception anachronique de « l'État-nation » au moment de son dépassement historique. Dans le tiers-monde, l'effondrement a eu comme effet d'intensifier la rébellion populaire contre la mainmise étrangère et les régimes compradores, au lendemain de l'offensive lancée par les pouvoirs occidentaux en vue de consolider leur mainmise à l'échelle mondiale, au nom du « nouvel ordre mondial », comme le déclare avec une gaieté débordante « le vilain Américain ». C'est cette énergie populaire que s'emploient à canaliser les Américains et leurs alliés, pour l'orienter vers des solutions « libérales » qu'eux-mêmes ont abandonnées depuis longtemps. Ils traitent les pays du tiers-monde avec condescendance, en leur fixant des normes inférieures à celles qu'ils se fixent eux-mêmes, et en leur disant « faute de grives, on mange des merles ». Les grives, est-ce un privilège de la bourgeoisie occidentale ?

Ainsi que l'indiquent les luttes à travers le monde, nulle part cela n'est accepté aveuglément, malgré le prétendu effondrement du « socialisme ». En Europe, la lutte pour la social-démocratie est telle que la droite triomphante, n'est pas en mesure de consolider le pouvoir de la bourgeoisie, sans faire des concessions socio-démocratiques, comme le montrent les vicissitudes du Traité de Maastricht ou les négociations du GATT qui achoppent depuis six ans. C'est au niveau national que les pressions sont plus particulièrement ressenties. Les régimes réformistes naïfs de l'Europe de l'Est ont vite fait de découvrir la folie consistant à offrir la démocratie libérale à cette conjoncture historique, sans la social-démocratie. Certains ont même imaginé qu'ils

pouvaient échapper à leur sort en vendant par morceaux leurs pays à l'Occident pour une bouchée de pain. Promesses vides et fermetures des vannes, ont été la réponse de l'Occident, en partie à cause de la crainte des répercussions internes mais fondamentalement à cause des visées impérialistes qu'il continue d'entretenir vis-à-vis de l'Europe de l'Est. Par conséquent, la lutte pour la social-démocratie continuera sans répit. Ce qu'il convient de revoir, c'est la relation entre ces luttes et ce qu'on appelait, peut-être par erreur, « socialisme », en Europe de l'Est. À cet effet, Samir avait raison d'affirmer que l'effondrement de l'Europe de l'Est ne met pas fin au débat sur le socialisme. Toutefois, il semble que la tâche consistant à élucider les implications logiques des luttes socio-démocratiques en faveur de la « démocratie socialiste », et non à présenter les deux comme des opposés par extrapolation, comme ce fut le cas autrefois, repose entièrement sur les épaules de la gauche.

Il existe des raisons pragmatiques de poser la question de cette manière. Dans les pays du tiers-monde, la lutte en faveur de la social-démocratie, implique un certain nombre d'autres libertés qui seraient déjà acquises dans le nord, comme par exemple, les droits civiques et l'autodétermination des nations. Les luttes anti-impérialistes restent une réalité dans leur cas. Au niveau national, la négation des libertés civiques par des régimes en mal de légitimité, est monnaie courante ; ces régimes que l'appui extérieur permet de se maintenir au pouvoir indéfiniment. Toutes choses qui font que la question nationale est solidement inscrite à l'ordre du jour. Par conséquent, Amin, Shivji et moi-même, nous ne nous trompons guère en insistant sur le droit à l'autodétermination et le droit des peuples à choisir pour eux-mêmes. Par ailleurs, nulle n'ignore que le peuple veut non seulement avoir la liberté de s'organiser et d'exprimer ses opinions, mais il veut également avoir accès aux moyens d'existence ou à une part équitable du produit national. Cela pourrait signifier une chose parmi tant d'autres. Par conséquent, en rejetant la démocratie libérale par ce qu'elle est inappropriée, il incombe aux « iconoclastes » africains de dire à quoi ressemble leur conception de la nouvelle dispensation, presque de la même manière, il sera demandé aux progressistes du nord de dire quelle articulation existe éventuellement entre les luttes sociales démocratiques dans les pays capitalistes dé-

veloppés et la transition vers une équité sociale totale, quel que soit son nom.

En abordant la question nationale en Afrique, par exemple, raisonner en termes d'« alliances nationale démocratique » est une orthodoxie acceptable chez les « iconoclastes » africains, certaines classes ayant été oubliées après l'indépendance. Raisonner en termes de « classes », participe, par ailleurs, de l'orthodoxie marxiste ou socialiste. Mais est-ce que les membres d'une classe sont partout toujours aussi organisés ? Par exemple, qu'est-ce qui s'est passé en Ethiopie, au Tchad, en Somalie ou au Liberia ? Était-ce un simple phénomène de classe ? Il semble que dans l'œuvre de construction sociale de notre révolution sociale et démocratique, il sera nécessaire de prendre en compte les formes d'organisation sociale autres que les « classes ». Claude Ake que Ibrahim qualifie de « marxiste universaliste » aurait pourtant fait des allusions peu marxistes à certaines « caractéristiques de la société » en Afrique qui seraient incompatibles avec la démocratie libérale. Ce qu'il serait bon de faire à ce niveau, c'est pousser Ake non seulement à les identifier mais également à les évaluer en conséquence, car Wamba-dia-Wamba est sévèrement critiqué par Ibrahim pour avoir proposé de baser la démocratie sociale africaine sur les mécanismes traditionnels tels que « l'arbre à palabres et le *Mbongi* (assemblée lignagère) ». Tout cela relève-t-il d'absurdités romantiques, comme le prétend Ibrahim ?

On peut parfaitement imaginer que son individualisme libéral l'a repris. Mais, qu'il nous suffise de dire qu'une étude attentive de l'arbre à palabres (qui est apparemment spécifique à l'Afrique selon le *Oxford English Dictionary*) et du *mbongi*, débouche sur une conclusion non-marxiste. Notamment qu'il n'existe pas nécessairement de rapport entre les formes d'organisation sociale et les fins pour lesquelles elles sont utilisées à différents moments de l'histoire. Par exemple, les lignages africains peuvent être exploités à des fins d'élections présidentielles, d'accumulation capitaliste, de collectivisation, ou de planification au niveau communautaire. Ce domaine et ses implications pour la démocratie sociale et l'équité en Afrique, c'est, dans une large mesure, la *terra nova*. En particulier pour les « iconoclastes » marxistes africains. Peut-être bien que c'est par pure perversité que Ibrahima invite les quelques « iconoclastes » africains qui